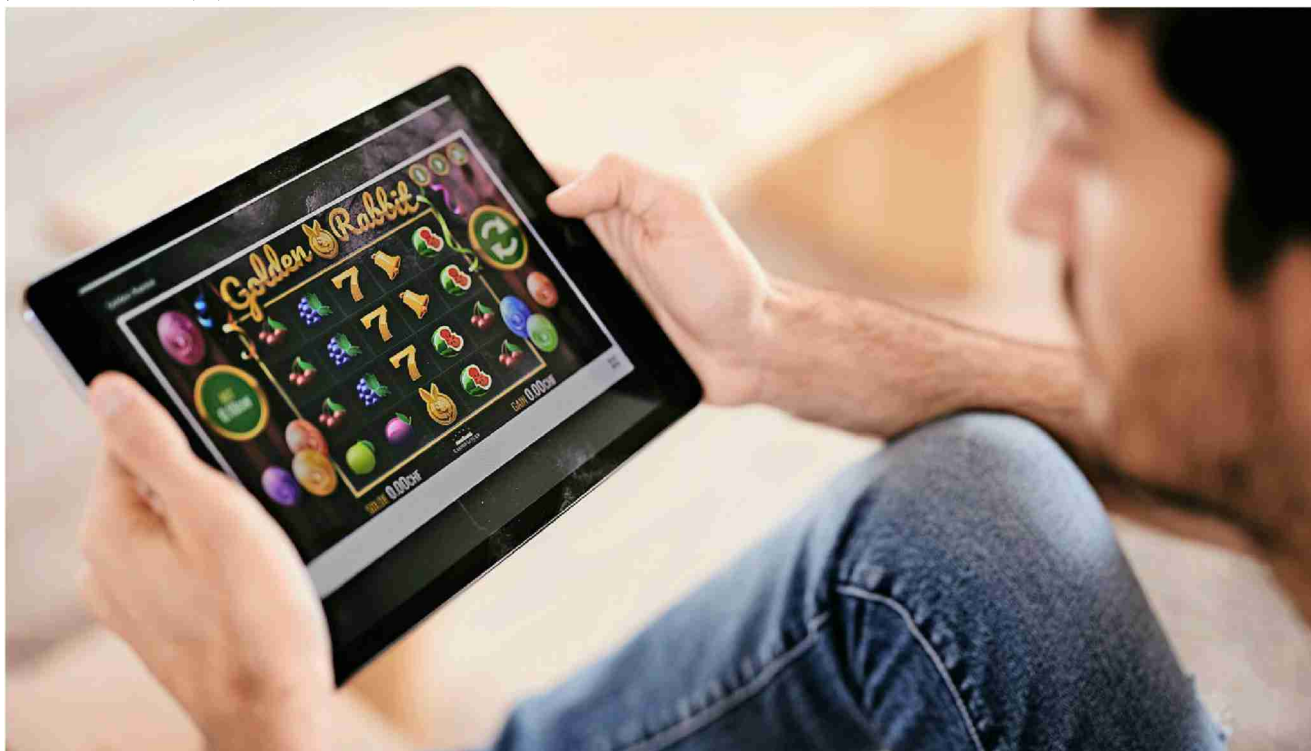




Avec les cryptocasinos, rien ne va plus pour combattre l'addiction



Les jeunes joueurs sont la cible de ces maisons de jeu qui dépensent des centaines de milliers de dollars pour les sponsoriser. Yvain Genevay

OLIVIER WURLOD
olivier.wurlod@lematindimanche.ch

JEUX D'ARGENT illégales, commercialement agressives et d'accès anonyme, les nouvelles plateformes où tout se paie en bitcoin mettent l'industrie des jeux d'argent sous forte pression.

Ils ont pour surnoms Kawa, Secod ou Roshstein. Sur leur chaîne hébergée par la plateforme Twitch, en live devant plusieurs centaines, voire milliers de téléspectateurs, ils passent une bonne partie de leur temps à perdre ou à gagner des montants parfois astronomiques aux machines à sous. Jeudi der-

nier, en quelques heures, le streamer Tyler Niknam faisait monter le solde de son compte de 100'000 à 2,8 millions de dollars, devant une moyenne de 35'000 personnes.

Depuis quelques mois, les jeux d'argent connaissent une popularité inédite sur le site de streaming appartenant à Amazon. Ils la doivent à une nouvelle génération de sites: les cryptocasinos. Ces maisons de jeu, où tout se paie en bitcoin, en litecoin ou encore en ethereum, n'hésitent pas à dépenser l'équivalent de centaines de milliers de dollars pour sponsoriser ces jeunes streamers. À cela s'ajoute une myriade de bonus offerts pour attirer de nouveaux joueurs.

Dangers d'addiction

L'agressivité commerciale de ces sites bap-



tisés Stake.com, Roobet ou Duelbits ne poserait pas de problème si un cinquième du public n'était pas mineur sur Twitch, et surtout s'ils n'étaient pas totalement illégaux. Basées aux Caraïbes, à Curaçao (Antilles néerlandaises) ou dans d'autres paradis fiscaux, ces maisons de jeu enfreignent les lois de nombreux pays, à l'instar des lois suisses.

À première vue, le problème ne semble pas très neuf. La guerre contre les sites de jeux d'argent illégaux remonte déjà à un certain nombre d'années. Avec l'essor des cryptocasinos ces derniers mois, la lutte s'est pourtant drastiquement accentuée. Car contrairement aux versements classiques d'argent, nécessitant la détention d'une carte bancaire, ou un compte de type Twint en Suisse, les transactions en cryptomonnaie sont anonymes. Un simple pseudonyme suffit pour ouvrir un portefeuille virtuel où planquer ses bitcoins.

Cette incapacité de savoir qui joue sur ces sites en ligne pose d'énormes soucis. L'âpre bataille menée contre l'addiction aux jeux d'argent s'en trouve compliquée. «Cette dépendance est celle qui a le plus de conséquences tant sur l'entourage que pour le reste de la société», rappelle le secrétaire général du groupement romand d'études des addictions (GREA), Jean-Félix Savary.

Inquiétude des autorités

Alors que les maisons de jeu sont fortement régulées sur le plan national et représentent des recettes fiscales importantes (248 millions de francs versés à l'AVS en 2020), cette concurrence échappe à toutes formes de règles. Le succès inquiète de plus en plus les autorités de nombreux pays, et des premières décisions ont été prises ces derniers mois.

En France, l'ampleur du problème est telle que l'Autorité nationale des jeux (ANJ) a préféré rompre avec la discrétion dont elle est coutumière. Fin juillet, elle indiquait avoir ordonné le blocage des sites *Cbet.gg* et *Stake.com*. «Nous avons décidé pour la première fois, de donner un écho à ces jugements pour attirer l'attention du public sur la dangerosité de ces sites illégaux qui enregistrent des audiences particulièrement élevées», peut-on lire dans le communiqué de l'ANJ.

Dans les pays anglo-saxons, les inquiétudes sont similaires. La Commission britannique des jeux d'argent adressait, il y a quelques semaines à peine, un avertissement aux opérateurs de jeux en bitcoins pour qu'ils obtiennent les licences nécessaires, sous peine de sanctions.

Sous pression aux États-Unis, Twitch s'est aussi décidé à agir. Depuis une dizaine de jours, si les streamers peuvent toujours jouer aux machines à sous, ils ont l'interdiction de faire la promotion des cryptocasinos sur leurs chaînes. À plus long terme, il est fort probable que la plateforme adopte la même politique que ses concurrents (YouTube et Facebook Gaming): l'interdiction pure et simple de la diffusion de ce type de contenus.

Une Suisse peu alarmiste

En Suisse, en revanche, que ce soit du côté des autorités ou des maisons de jeu directement concernées par cette concurrence illégale, le ton se veut moins alarmiste. «D'un point de vue légal, il n'existe aucune différence entre un opérateur offrant des jeux d'argent non autorisés en Suisse à l'aide d'argent réel ou virtuel», répond la Commission fédérale des maisons de jeu. Elle précise toutefois que les principaux sites en cryptomonnaie ont déjà fait l'objet d'un blocage au sein de nos frontières. Après test, une bannière empêche effectivement d'accéder à *Stake.com*, l'un des leaders du marché. Le souci est qu'à l'aide d'un système VPN (Virtual Protocol Network), il est très facile pour les joueurs de contourner ces blocages géographiques.

Cette concurrence ne semble pas non plus mettre sous pression les quelques casinos suisses qui proposent déjà des jeux sur internet. «Le fait que des fournisseurs illégaux continuent d'apparaître nous motive à améliorer continuellement notre offre (sur *Jackpots.ch*)», assure Patrick Senn, porte-parole du casino de Baden. Selon lui, cela sera suffisant pour réduire la motivation des Suisses à aller tenter leur chance sur des sites illégaux.

Le discours est clairement différent parmi ceux qui luttent pour protéger les joueurs. «Au côté des offres de microtra-



ding de type Yuh (*ndlr: nouvelle application financière numérique de Swissquote et de PostFinance*) ou des systèmes de butins aléatoires (*loot boxes*) développés par l'industrie du jeu vidéo, ces cryptocasinos augmentent encore les risques d'addiction», regrette Jean-Félix Savary. Pour le GREA, la nouvelle vague de sites illégaux rappelle à quel point «la législation suisse sur les jeux d'argent est obsolète, basée sur un modèle où l'on défend surtout le milliard de recettes accumulées par les jeux d'argent et non pas leurs victimes».

«La dépendance aux jeux d'argent est celle qui a le plus de conséquences tant sur l'entourage que pour le reste de la société.»

Jean-Félix Savary,
secrétaire général
du GREA

Les casinos suisses se pressent sur internet

Après Jean-Claude Van Damme au printemps 2020, c'est au tour de Stan Wawrinka d'utiliser sa célébrité pour faire la promotion d'une nouvelle plateforme en ligne, celle du groupe Partouche à Genève, baptisée Pasino.ch.

Au cours des deux dernières années, sur fond de pandémie et de maisons physiques fer-

mées durant de longues semaines, le virtuel a permis aux casinos de limiter un peu la casse financière. «Nous gagnons la confiance d'une nouvelle clientèle de mois en mois, et à ce stade nous sommes dans les objectifs fixés», assure Fabrizio Barozzi, CEO du Casino de Genève. La satisfaction est la même du côté du Casino

de Zurich avec Swiss Casinos. Selon son patron Marc Baumann, le chiffre d'affaires de la plateforme était «en forte augmentation en 2020, représentant près d'un tiers des revenus du groupe».

Globalement, les casinos interrogés se disent satisfaits de l'évolution de leurs affaires. L'offre ne cesse d'ailleurs

d'enfler, comme le prouve le lancement au mois de juillet de Hurra par le casino de Neuchâtel. Y aura-t-il pour autant une place en ligne pour les 21 maisons de jeu actives en Suisse? Alors que plane la menace des cryptocasinos sur toute l'industrie des jeux d'argent, il est encore un peu tôt pour le savoir.